

L'agriculture suisse en pleine mutation

Mon intervention sur l'évolution de l'agriculture suisse porte essentiellement sur les 50 dernières années et correspond donc peu ou prou à la période d'existence de la Société suisse de droit agraire SSDA, qui fête cette année son jubilé (1966-2016).

Le monde agricole en mutation

Au début du 20^e siècle, les principaux auxiliaires utilisés en agriculture étaient encore les animaux. À l'époque, les familles nombreuses avec valets, garçons et filles de ferme étaient monnaie courante dans une société à prédominance rurale. Il y a une cinquantaine d'années, on a commencé à assister de plus en plus à des changements structurels et techniques. Le métier d'agriculteur est devenu toujours plus exigeant et complexe, à l'image du contexte agricole.

Changements structurels

En 1905, on comptait 243 000 exploitations agricoles. En 1965, elles n'étaient plus que 162 000 et, en 2015, leur nombre était tombé à 54 000. C'est-à-dire qu'en 50 ans, seul un tiers d'entre elles a subsisté. Le recul a été relativement continu.

D'importantes surfaces cultivables ont été irrémédiablement perdues pour l'agriculture en raison de l'urbanisation et des infrastructures publiques. Les exploitations agricoles ont malgré tout accru leur superficie et sont passées de moins de 10 ha en moyenne à maintenant environ 20 ha. Autrefois, les exploitations de moins de 10 ha de surface utile représentaient presque 70 % des exploitations, tandis que maintenant, elles ne représentent que 30 % environ. Pendant le même temps, celles de plus de 20 ha SU sont passées de 6,6 % à presque 40 %, soit six fois plus. Il existe toutefois de grandes disparités régionales, le plus souvent dues à la topographie et à des conditions d'exploitation différentes.

La forte diminution simultanée de la main d'œuvre a été compensée par la motorisation et d'autres acquis techniques, ainsi que par les investissements nécessaires dans les bâtiments et les techniques de toutes sortes en économie nationale et internationale. Le revers de la médaille en termes financiers a été l'augmentation de l'endettement des exploitations agricoles. Depuis 1960, le capital d'emprunt est passé en moyenne de 5000 à quelque 30 000 francs par hectare de SU et, comme pour les autres moyennes statistiques, avec naturellement de grandes disparités suivant les types d'exploitation et les régions. Cette augmentation de l'endettement a été heureusement atténuée par une baisse des taux d'intérêt depuis une vingtaine d'années.

Changement de l'image du métier d'agriculteur

Malgré les importants changements structurels intervenus, les exploitations familiales continuent d'être la règle dans l'agriculture suisse. L'imbrication des vies professionnelle et

familiale à la ferme constitue un fondement à l'épreuve des crises, idéal pour la pérennité de la paysannerie.

Au cours des dernières décennies, le rôle et l'image professionnelle de l'agriculteur ont nettement changé, tout comme le contexte familial et sociétal. La profession d'agriculteur est devenue toujours plus exigeante. Les formations et formations continues actuelles ont permis aux agriculteurs d'améliorer nettement leurs connaissances et leur savoir-faire en termes de gestion d'entreprise et de technique de travail. Aujourd'hui, l'informatique et la numérisation sont devenues omniprésentes dans beaucoup de fermes. La jeune génération d'agriculteurs maîtrise ces techniques numériques bien mieux et avec une plus grande motivation que l'ancienne génération qui lui cède les rênes.

À noter également que les agricultrices d'aujourd'hui sont plus fortement associées à la conduite et à la gestion des affaires que ce n'était le cas auparavant. Pour réaliser ses propres projets, comme la commercialisation directe, un service traiteur, etc., il est nécessaire de posséder des qualifications professionnelles d'un niveau supérieur. De nombreuses femmes d'agriculteur exercent en plus – souvent grâce à leur premier métier non agricole – une activité annexe à temps partiel. À noter tout particulièrement aussi l'engagement public d'agricultrices courageuses, par exemple dans des fonctions politiques ou de défense d'intérêts professionnels, au niveau cantonal et fédéral.

Productivité en hausse

Au cours des 50 dernières années, les rendements ont progressé, parfois nettement, dans tous les secteurs de production. Un plus grand professionnalisme en pratique agricole y a contribué, mais pas seulement. Il faut citer aussi la recherche appliquée, des moyens techniques plus performants et des progrès notables en production végétale et en élevage. Cela est illustré par les trois exemples suivants :

La performance laitière par vache est passée en 50 ans de 3370 kg à 7000 kg en moyenne, c'est-à-dire qu'elle a plus que doublé. Dans les exploitations de production intensive, elle atteint même les 10 000 kg par an. Pour les porcs à l'engrais, la consommation de fourrage par kilo de viande maigre a baissé de plus de 40 %, passant de 10,7 kg par kilo à 6,5 kg de fourrage total. La récolte de pommes de terre utilisables est passée de 270 kg l'are au début des années 1960 à 450 kg en moyenne aujourd'hui. Des hausses analogues des rendements sont également observées pour les céréales, le colza, les betteraves sucrières, les fruits et les légumes.

Ces progrès ont entraîné une augmentation de la productivité agricole et amélioré les perspectives des exploitations. Il était absolument nécessaire d'accroître la productivité pour compenser la baisse des prix à la production. Dans un contexte d'économie de marché, le fossé s'est creusé entre les prix des produits agricoles en baisse et ceux des moyens de production en hausse.

Nouvelle orientation de par la politique agricole

Au siècle dernier, la politique agricole fédérale a pris une nouvelle orientation décisive – surtout depuis les années 1990. Le résultat de la votation populaire du 9 juin 1996 sur le

nouvel article constitutionnel 104 sur l'agriculture, qui a vu le oui l'emporter haut la main, a marqué sans nul doute l'histoire agricole d'une empreinte des plus durables.

Ce nouvel article constitutionnel a mis fin provisoirement aux controverses qui duraient depuis des années en matière agricole et fut finalement le point de départ des réformes agraires futures. Cet article 104 constitue depuis le socle d'une agriculture durable, multifonctionnelle et plus orientée vers le marché dans notre pays. Il marque l'aube d'une nouvelle ère pour l'agriculture suisse.

La traduction au niveau législatif s'est faite en cinq étapes ayant chacune ses points forts stratégiques. En ce qui concerne l'enveloppe budgétaire quadriennale afférente, les chambres fédérales ont fait preuve d'une grande stabilité et fiabilité politique, parfois aussi dans les derniers plans d'économie de la Confédération.

Dans le dernier train de réformes 2014-17, les mesures et les paiements directs ont été orientés de façon plus ciblée sur les prestations d'économie générale et écologiques, au nombre desquelles les secteurs de mesures donnant droit aux contributions et les offres de programmes d'encouragement. Outre les importantes conditions de base – comme les prestations écologiques requises PER, la qualification professionnelle et le bien-être animal en adéquation avec notre temps –, les exploitants sont tenus de justifier leur droit aux contributions devant les instances d'exécution et les instances de contrôle certifiées par des relevés détaillés des données d'exploitation et des enregistrements pris en continu – notamment pour les programmes labellisés. Compte tenu de la multiplicité des données et de l'obligation de tout consigner, banque de données sur les animaux comprise, on parle de plus en plus de « l'agriculteur transparent ». Malgré l'emploi de logiciels informatiques continuellement actualisés, les agriculteurs praticiens ne cessent de demander une réduction de la bureaucratie et des contrôles.

Du fait des réformes de la politique agricole, les dépenses fédérales du secteur agroalimentaire (actuellement d'env. 3,5 milliards de francs par an) se sont déportées plus au sein de l'agriculture. Ce transfert, voulu par les acteurs politiques, a glissé des aides à la production et au marché vers les paiements directs, qui constituent aujourd'hui la majeure partie des dépenses fédérales agricoles.

La production réelle en valeur de l'agriculture suisse dépasse actuellement la barre des 10 milliards, hors prestations d'intérêt général, lesquelles sont difficiles à chiffrer. Or, celles-ci jouent justement un rôle notable dans la préservation de l'environnement et en tant que base d'autres activités économiques, comme les loisirs et le tourisme.

La création de valeur en agriculture a fortement décliné au cours des 25 dernières années. Cette évolution se voit à l'indice de valeur ajoutée brute de l'économie suisse et à celui de l'agriculture. Vu que la superficie des terres cultivables est limitée, il n'est pas possible d'augmenter la croissance agricole à volonté, comme cela peut être le cas dans les secteurs de l'industrie et des services.

Recettes agricoles et évolution des revenus

Durant de nombreuses décennies, les revenus tirés de la vente des produits agricoles sur le marché étaient les uniques recettes. Depuis l'instauration des paiements directs, ceux-ci sont devenus indispensables aux revenus des exploitations agricoles. C'est ce que confirment les analyses effectuées par Agroscope Tänikon d'après les résultats comptables d'exploitations de référence. Il existe toutefois de très fortes disparités, si l'on considère globalement l'origine des recettes, entre les catégories d'exploitations en zone de plaine, dans la zone des collines et surtout dans les régions de montagne. Ainsi, les recettes des produits issus de l'élevage laitier et d'autres formes d'élevage en zone de montagne sont inférieures en valeur, mais les paiements directs y sont plus élevés. Les recettes provenant des grandes cultures sont par contre particulièrement importantes en zone de plaine.

En termes de recettes et de revenus, les activités para-agricoles et annexes (notamment chez les agricultrices) jouent un rôle notable dans l'agriculture suisse. Pour certaines exploitations, notamment pour celles qui se sont spécialisées par exemple dans la vente directe ou les services traiteurs, ces revenus peuvent s'avérer vitaux.

Les revenus du travail par unité de main d'œuvre familiale en agriculture sont en moyenne – comme les années précédentes – nettement inférieurs aux revenus comparables du reste de l'économie, et ce dans toutes les zones. Nombreuses sont les familles d'exploitants à ne pouvoir obtenir un revenu suffisant que grâce à un comportement économe dans leur consommation privée ou à des revenus extra-agricoles.

Évolution du marché et prix à la production

Au fur et à mesure des réformes agricoles, la Confédération s'est éloignée dans une large mesure de la fixation des prix à la production ou des prix indicatifs du lait et des produits agricoles. Ainsi, les revenus des producteurs sont-ils devenus de plus en plus dépendants du marché.

Outre les divers programmes labellisés, la production IP et l'agriculture biologique ont également contribué à améliorer la valeur ajoutée sur le marché en faveur des producteurs. Entretemps, Bio Suisse compte quelque 6500 exploitations titulaires du bourgeon et IP-Suisse quelque 20 000 exploitations agricoles. Avec de telles orientations écologiques et les stratégies commerciales à l'avenant, la production agricole indigène a gagné sans aucun doute en sympathie et en fiabilité auprès des consommateurs.

Le secteur laitier notamment – essentiel dans un pays d'herbages comme la Suisse – est, depuis l'abandon du contingentement laitier officiel le 1^{er} mai 2009, encore plus soumis aux réalités du marché et de la valorisation. Il suffit de voir les grandes tendances des prix du lait à la production. À partir du milieu des années 1970, le contingentement laitier officiel alors en vigueur a joué un rôle dans la tendance à la hausse. L'introduction des paiements directs a été par la suite un moyen de compenser en partie la baisse des prix du lait. Depuis la suppression du contingentement laitier et l'ouverture des frontières sur le marché fromager, le marché laitier intérieur est devenu sensiblement plus volatil. Les prix à la production n'ont cessé de

baisser, plus ou moins selon les types de valorisation, que ce soit pour le lait d'industrie ou le lait transformé en fromage. Le lait bio s'en tire mieux.

Le changement structurel n'a pas épargné non plus l'économie laitière. De très nombreuses fromageries traditionnelles fabriquant des produits spécifiques ont disparu au cours des 20 dernières années. Les faibles recettes dans la transformation industrielle du lait sont tout particulièrement inquiétantes. Même si Emmi, Cremo, Hochdorf, etc. sont considérées comme des entreprises performantes et innovantes, elles voient néanmoins leurs marges réduites et sont soumises à la forte concurrence étrangère.

Contrairement à l'élevage laitier qui peine à couvrir ses coûts de production et dont le cheptel ne cesse de baisser, l'élevage allaitant connaît un véritable essor depuis 20 ans. Vache mère Suisse compte actuellement quelque 5500 exploitations adhérentes, ce qui représente 100 000 vaches allaitantes. Dans ce secteur de production de viande de bœuf essentiellement basé sur les herbages, les recettes et, par là, la rentabilité sont restées apparemment relativement stables et bonnes.

Changement des structures commerciales

À la suite de la politique agricole de dérégulation sont apparues diverses organisations sectorielles côté producteurs et côté distributeurs et transformateurs, dont les principaux objectifs sont de mieux adapter la production agricole aux possibilités d'écoulement et de valorisation, d'améliorer les structures commerciales et d'optimiser les filières. Ces organisations sectorielles ont creusé leur trou dans la plupart des secteurs au cours des dernières années.

Pour les agriculteurs suisses, les secteurs amont et aval ont une grande importance. L'ensemble du secteur agroalimentaire n'en est pas moins important pour le reste de l'économie. Au niveau national, ce secteur d'activité emploie presque un demi-million de personnes, soit quelque 12 % des actifs suisses.

Ici aussi, les structures ont connu un changement notable. En voici deux exemples : dans le secteur des coopératives agricoles, six fédérations régionales ont fusionné en 1993 pour former le groupe « fenaco » d'envergure nationale. Depuis lors, fenaco est géré de façon centralisée, affiche un chiffre d'affaires consolidé de 6 milliards de francs environ et emploie quelque 10 000 personnes. En l'espace de 25 ans, le nombre de Landi régionales est passé de 600 à 200, généralement par fusions. Le chiffre d'affaires moyen de chaque Landi se monte aujourd'hui à quelque 20 millions de francs, certaines dépassant même les 100 millions.

En ce qui concerne les structures du commerce d'animaux, le petit commerce d'autrefois a fait place aujourd'hui à des entreprises commerciales performantes avec des secteurs d'activité suprarégionaux, voire nationaux, comme Suisseporcs pour les porcs et Vianco ou Anicom pour les animaux de boucherie et de rente.

Une agriculture diversifiée et innovatrice

L'agriculture suisse est variée et a connu un développement marqué par des solutions innovantes. Malgré ou grâce à l'enracinement local, de nouvelles branches d'activité ont vu le

jour. Les agriculteurs sont par exemple de plus en plus nombreux à produire de l'énergie à base de biogaz et surtout au moyen d'installations solaires. Les progrès de la numérisation alliés à l'utilisation de nouveaux robots et de drones dans les grandes cultures ont initié une nouvelle ère en agriculture qu'on pourrait difficilement stopper.

L'agriculture est et a été continuellement confrontée à de nouveaux défis considérables, au nombre desquels le changement climatique, le maintien des terres cultivables, la biodiversité, la lutte contre la pollution de l'air, la préservation des ressources en général, la lutte contre des espèces invasives de plantes et d'insectes et contre les risques d'épidémie.

Un siècle de changements agraires

Jamais l'agriculture suisse n'a connu de changements aussi profonds et visibles qu'au cours du 20^e siècle. Nulle cloche à fromage n'a mis l'agriculture à l'abri d'une telle mutation.

Au cours des 50 dernières années, l'agriculture suisse a démontré des performances respectables grâce à des prestations entrepreneuriales de haut niveau, de bonnes structures familiales et opérationnelles et des progrès professionnels étonnants. En comparaison internationale, elle ne peut se distinguer par la taille de ses exploitations, mais par une qualité de produits élevée et sûre et par une économie attentive à la préservation de l'environnement et des ressources.

Développement durable, qualité et multifonctionnalité sont les grandes forces et chances de la paysannerie suisse. Cette dernière est confortée et influencée fortement par la politique agricole de la Confédération et par les organisations de défense professionnelle et les interprofessions. À cela s'ajoute enfin une société de consommation fidèle qui apprécie encore et toujours la qualité et l'état sanitaire des produits de notre agriculture indigène multifonctionnelle.

Remarque finale : cet exposé sur l'évolution de l'agriculture suisse n'a présenté celle-ci que de façon fragmentaire et sans pouvoir y apporter une connotation scientifique approfondie. Trop complexes et trop nombreux sont les divers aspects de l'agriculture praticienne et de ses imbrications politiques et économiques.

Auteur : Alois Hodel, ing. agr. HTL, 6243 Egolzwil

24 août 2016